

Charles Pasqua : « Le match »

Le 5 janvier dernier, Charles Pasqua a fait un retour musclé dans l'actualité politique en annonçant déposer plainte en diffamation contre l'ancienne magistrate Éva Joly, candidate à la présidentielle, qui l'avait traité de « criminel » et de « corrompu », en novembre dernier, lors d'un débat sur France Inter, avec Henri Guaino. Pour mémoire, en 2001, Charles Pasqua avait été mis en examen par Éva Joly, dans le cadre de l'affaire Elf qu'elle instruisait, avant de bénéficier d'un non-lieu. Mis en cause dans plusieurs affaires (GEC-Alsthom Transports, Sofremi, Casino d'Annamasse, fondation Hamon, vente d'armes en Angola...), l'ex-ministre de l'Intérieur avait été condamné en 2008 à dix-huit mois de prison

avec sursis pour financement illégal de sa campagne pour les élections européennes de 1999. En août 2011, il a été renvoyé devant le tribunal correctionnel de Paris pour des malversations présumées dans le programme « Pétrole contre nourriture » de l'ONU en Irak. Sans mandat électif depuis fin septembre en décidant de ne pas renouveler sa candidature au Sénat, celui qui voulait « terroriser les terroristes » est aujourd'hui âgé de 85 ans et préside toujours le Rassemblement pour la France, parti inscrit dans la galaxie UMP. Observateur attentif de la vie politique, Charles Pasqua sera également l'un des acteurs de la campagne de Nicolas Sarkozy. Lorsque celui-ci se sera déclaré.

ANDRÉ FOURNON
afournon@nicematin.fr



« J'ai vu Nicolas Sarkozy à la fin de l'année dernière. Il ne m'a rien demandé, mais je ne pense pas qu'il imagine que je me prépare à soutenir Hollande. »
Photos Philippe Dobrowolska

« Par rapport à un homme d'expérience, Hollande fait figure d'apprenti »

Allez-vous intervenir dans la campagne électorale ?

Personne ne comprendrait que je reste muet. Peut-être ferais-je plus. Cela dépendra des circonstances et du sentiment que j'aurai de l'utilité de mon intervention ou pas.

Avez-vous été sollicité par Nicolas Sarkozy ?

J'ai vu le Président à la fin de l'année dernière. Il m'a parlé de la façon dont il voyait les choses pour l'avenir et de l'élection présidentielle. Il ne m'a rien demandé, mais je ne pense pas qu'il imagine que je me prépare à soutenir Hollande.

Soutiendrez-vous Sarkozy ?

Bien entendu. Face à la crise à laquelle nous sommes confrontés, deux candidats peuvent éventuellement être qualifiés. L'un d'eux a donné la mesure de ce qu'il savait faire. C'est Nicolas Sarkozy. Il a fait

preuve de dynamisme et de beaucoup de courage. Dans les situations difficiles, c'est un homme sur qui on peut compter.

Vous n'imaginez pas François Hollande capable d'en faire autant ?

Par rapport à un homme d'expérience comme Nicolas Sarkozy, François Hollande fait figure d'apprenti. Le fait qu'il n'ait jamais occupé de fonction ministérielle ne permet certes pas de porter un jugement définitif; mais je ne le crois pas prêt à assumer les responsabilités du pouvoir.

Est-ce que Nicolas Sarkozy a raison de retarder sa déclaration de candidature ?

Avec le quinquennat, le président de la République ne dispose réellement que de trois ans. La première année, il prend la mesure des actions à mettre en œuvre et la dernière année, la

préoccupation de la classe politique dans son ensemble concerne l'échéance électorale à venir. Dans le même temps, réforme constitutionnelle après réforme constitutionnelle, les institutions ont évolué vers un régime présidentiel. Le président de la République décidant pratiquement de tout et il doit assumer la responsabilité de la conduite des affaires du pays jusqu'à la dernière minute. Au-delà de cette déclaration de candidature, c'est sur l'évolution de la Constitution qu'une réflexion doit être conduite. Tôt ou tard il faudra trancher, car la Constitution de la V^e République reposait sur un équilibre des pouvoirs. Ce devrait être un des grands chantiers du prochain quinquennat. Le débat ne sera pas médiocre, et il devrait déboucher, selon moi, sur une consultation du peuple français.

Copie-t-il François Mitterrand en

1988 qui s'était déclaré très tard et avait été réélu ?

François Mitterrand avait entretenu le suspense sur sa candidature. Dans une certaine mesure, c'est ce que fait le président de la République, mais cela ne trompe personne.

Le couple franco-allemand est-il trop présent dans la campagne ?

Ce n'est pas nouveau. Le général De Gaulle avait été à l'origine du Traité de Paris qui voulait renforcer les relations entre la France et l'Allemagne. La question qui se pose aujourd'hui concerne plutôt l'élargissement permanent de l'Union européenne à laquelle veulent adhérer des pays de niveaux très différents. L'Union Européenne ne pourra pas continuer à fonctionner sans une harmonisation des politiques économiques et fiscales.

Est-ce que le soutien de la

chancelière est un atout pour Nicolas Sarkozy ?

Oui, dans la mesure où nous avons des relations économiques de plus en plus imbriquées et que, manifestement, des deux côtés on souhaite harmoniser davantage encore les politiques économiques et sociales.

Comprenez-vous qu'Angela Merkel refuse de recevoir François Hollande ?

Je ne crois pas qu'elle soit particulièrement fermée. Elle le recevra quand elle aura envie de le recevoir. Mais il est évident qu'elle n'a aucune sympathie pour François Hollande qui représente tout ce qu'elle déteste. Elle considère que le socialisme est incapable de faire face aux défis de notre temps. Le candidat du Parti socialiste veut taper sur « les riches ». Mais tout cela est de la rhétorique. Les grosses fortunes, il y a belle lurette qu'elles sont parties.

Repères

■ **18 avril 1927** : naissance à Grasse (Alpes-Maritimes)

■ **1947** : mariage avec Jeanne Joly et adhésion au Rassemblement du peuple français (RPF), fondé par le général de Gaulle

■ **1952** : représentant chez Paul Ricard

■ **1959** : co-fondateur du Service d'action civique (SAC), « police privée » du gaullisme visant à lutter contre l'OAS

■ **1968** : député des Hauts-de-Seine

■ **1973** : président du conseil général des

Hauts-de-Seine (jusqu'en 2004)

■ **1977** : sénateur des Hauts-de-Seine (jusqu'en septembre 2011)

■ **1986** : ministre de l'Intérieur (jusqu'en 1988)

■ **1993** : ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire (jusqu'en 1995)

■ **1995** : soutient Édouard Balladur contre Jacques Chirac à la présidentielle

■ **1999** : élu député européen sur une liste souverainiste, il fonde le Rassemblement pour la France (RPF) avec Philippe De Villiers



se gagnera à droite»

« Le Pen? Aucune chance d'être au second tour »

Trouvez-vous judicieux que l'UMP ratisse sur les terres du FN?

Pour un candidat de notre sensibilité, l'élection présidentielle se gagne-t-elle à droite ou au centre? La réponse à cette question, nous l'avons eue en 2007. En 1988, j'étais de ceux qui disaient que la bataille se jouerait à droite. MM. Balladur, Juppé, Sarkozy disaient dans une belle unanimité qu'elle se gagnerait au centre. Tous ont tiré la campagne vers le centre; la suite nous la connaissons: la défaite. En 2007, le candidat Sarkozy a tiré la leçon de cet échec. La bataille qu'il a livrée s'est gagnée à droite, pas ailleurs.

Est-ce que Claude Guéant joue réellement le rôle de rabatteur qu'on lui prête?

Je ne crois pas du tout que Nicolas Sarkozy lui ait demandé de le faire. Claude Guéant a une formation de haut fonctionnaire. C'est un

homme issu d'une famille de condition modeste. C'est un homme intelligent qui connaît très bien les problèmes de sécurité, la vie en France et ceux liés à la progression de la population d'origine étrangère en métropole. Il est ministre de l'Intérieur donc il a en charge ce problème.

Pourquoi Marine Le Pen ne parvient-elle pas à réunir les 500 signatures?

Marine Le Pen a assumé le rôle qu'elle s'est choisi, ce qui n'était pas évident, a priori. Elle a une assez bonne image, mais si on regarde comment les choses se passent, sa marge de manœuvre est étroite. Quant à savoir si elle aura ou n'aura pas les 500 signatures, personnellement, cela m'indiffère. En 2002, il me manquait vingt parrainages et s'ils m'ont manqué, c'est que certains se sont démenés pour que je ne les aie pas.

Je n'oublie rien, croyez-moi. Ni les succès ni les échecs.

Seriez-vous choqué si elle ne les réunissait pas?

Que l'on décide demain que le parrainage des maires devient anonyme, ou soit tiré au sort, pourquoi pas? Pour une fois, je serai d'accord avec François Hollande pour dire que de toute façon, on ne peut pas modifier ça la veille du scrutin.

A-t-elle une chance d'être au second tour?

C'est impossible.

Serait-elle en capacité de gouverner la France?

Il y a certainement des gens bien intentionnés dans son camp – et des talents sans doute – mais de là à gouverner...

Faut-il sortir de l'euro comme elle le propose?

Moi je ne souhaitais pas que l'on y entre à marche forcée.

Nicolas Dupont-Aignan

fait la même proposition. Est-ce gaulliste de vouloir sortir de l'euro?

Cela n'a rien à voir. Le gaullisme, c'était de ne pas y entrer. Nous n'étions pas contre une monnaie au niveau de l'Europe, nous étions contre l'abandon du franc sans aucune garantie et contre la création d'une monnaie qui est aujourd'hui gérée par les technocrates de la Banque Centrale Européenne. Chacun peut également constater où la politique de l'euro fort nous a conduits. Cet alignement sur les positions de l'Allemagne, et ce qui en a résulté devraient conduire un certain nombre de nos concitoyens à faire preuve d'un peu de retenue dans leurs enthousiasmes germanophiles. Volontairement ou non, les politiques, à cette époque, ont démissionné. Les problèmes économiques et financiers que connaît aujourd'hui la France, en sont en grande partie la conséquence.



« Un quinquennat marqué par une volonté de réformes »

Que retenez-vous de positif dans le quinquennat de Nicolas Sarkozy?

Son quinquennat a été marqué par une profonde volonté de réformes: la retraite, les universités avec près de 40 millions d'euros pour la recherche, des mesures pour la sécurité sociale, davantage de pouvoir pour le citoyen qui peut saisir le Conseil constitutionnel, sans oublier les économies réalisées dans la fonction publique.

Où s'est-il trompé?

Il a commis des erreurs, c'est

indiscutable, mais c'est surtout en terme d'image en laissant accréditer dans l'opinion l'idée que les mesures prises sur le plan fiscal étaient surtout destinées à favoriser les riches.

Ce qui lui a valu le surnom de président des riches...

C'est un argument démagogique. Il est évident que notre intérêt est que les gens fortunés restent en France et investissent pour permettre à l'économie de se développer.

Pourquoi les résultats en

matière de sécurité sont-ils insuffisants?

Globalement la délinquance diminue, mais en matière de criminalité on constate un certain nombre d'actions violentes qui sont le fait d'éléments de plus en plus jeunes. D'autre part, vous ne pouvez pas lutter contre la délinquance et la criminalité si vous n'avez pas une législation appropriée.

Que proposez-vous pour faire face au problème?

Dans la loi de 1995, qui a été reprise et renforcée par Sar-

kozy, je précisais que la lutte contre la délinquance devait mobiliser l'État, les collectivités locales, les sociétés de sécurité privées, les propriétaires immobiliers. Je proposais également la constitution d'une garde nationale.

Les moyens de lutte contre la délinquance sont-ils suffisants?

Comme dit le proverbe: « la peur du gendarme est le commencement de la sagesse ». Si vous voulez avoir peur du gendarme, il faut le voir. Il doit être sur la voie publique.

« Certaines affaires ont nui à Nicolas Sarkozy »

Pourquoi l'image de Nicolas Sarkozy s'est-elle détériorée?

Son caractère a heurté un certain nombre de gens notamment au niveau de l'intelligentsia de gauche. Ce sont ceux-là qui donnent le ton.

Comment avez-vous réagi à la mise en examen d'Éric Woerth?

Je n'aime pas parler de ces affaires. Personnellement, j'arrive maintenant à m'en sortir, mais il m'a fallu quand même douze ans. J'ai été traîné dans la boue. Je ne l'oublie pas. Il y a eu toute une campagne sur Éric Woerth dont on

a dit qu'il aurait perçu de l'argent dans le cadre du financement de la campagne présidentielle de 2007. Il a également été mis en examen parce qu'on lui reproche d'être intervenu pour faire donner la Légion d'honneur au gestionnaire de la fortune de M^{me} Bettencourt. Ceci n'est pas inintéressant: demain, beaucoup de gens pourraient être mis en examen... Il faudrait cependant se rappeler que la présomption d'innocence est un des fondements de notre système judiciaire, et que mise en examen ne signifie pas culpabilité. Je suis bien placé pour le savoir.

Est-ce que l'affaire de l'Épad avec Jean Sarkozy était une erreur?

Oui et je ne sais pas à qui on doit cette initiative. Jean est un garçon brillant, extrêmement intelligent et je regrette qu'il se soit fourvoyé ou qu'on l'ait fourvoyé dans cette affaire. Mais je considère encore plus stupide de l'avoir amené à retirer sa candidature. C'est la reconnaissance d'une faute. S'il avait continué, un mois après il était président de l'Épad et plus personne n'en aurait parlé. C'est dommage car tout cela a également nui au président de la République.

Les autres candidats

■ Croyez-vous aux chances du centriste François Bayrou?

« J'ai de l'affection pour François Bayrou mais il n'a pas encore compris que nous sommes dans la Ve République et qu'un candidat qui défend les idées qui sont les siennes n'a aucune chance d'être présent au second tour. À partir de là, à quoi servez-vous sinon à défendre vos idées? Je ne le vois pas rejoindre les rangs de l'UMP, mais dans le cadre de la constitution d'une majorité de gouvernement, il a certainement sa place. »

■ Dominique de Villepin a-t-il raison de se maintenir?

« Ce n'est que plus beau lorsque c'est inutile. »

■ Où en est votre procès en diffamation contre Éva Joly qui vous a traité de « corrompu » et de « criminel »?

« J'espérais que cette affaire serait plaidée avant l'élection présidentielle mais je pense que la justice se hâte lentement. Elle sera condamnée parce que l'on n'a pas le droit de dire n'importe quoi, et que nul n'est au-dessus des lois. C'est indigne d'une candidate à la présidentielle. Les intentions de vote dont elle est créditée montrent à quel niveau se situe sa crédibilité dans le pays. Elle nuit aux idées qu'elle prétend défendre. Lesquelles, au fait? »